

Conflictualité Armée Et Stratégies De Survie Et De Résilience Des Femmes Déplacées Internes à Goma/ Nord - Kivu

Bahati Matembera

Enseignant – chercheur à l'Université de Goma ; chercheur sur les questions du Genre (Droits des femmes, participation politique de femmes, contribution de femmes aux mécanismes de construction de la paix), communication sociale – de crise ; Diplômé d'Etudes Supérieures et Doctorant en Sciences Politiques et Administratives à l'Université de Kisangani.
E-mail : bahatimat@gmail.com; bahatimat@unigom.ac.cd

Résumé

Cette étude analyse les stratégies de survie et de résilience développées par les femmes déplacées internes à Goma, chef-lieu de la Province du Nord – Kivu face aux difficultés sociales et économiques liées au déplacement forcé. Les résultats de l'enquête montrent que ces femmes ne se limitent pas à dépendre de l'aide humanitaire, mais mobilisent leurs savoir – faire, leurs expériences antérieures, leurs réseaux sociaux et leur force physique pour accéder à différentes activités génératrices de revenus. Elles s'investissent notamment dans le petit commerce, le travail domestique, la prestation de services, la mendicité urbaine et, pour certaines la prostitution. Bien que ces activités soient souvent précaires et faiblement rémunérées, elles contribuent à la prise en charge des besoins essentiels des ménages et renforcent leur capacité d'adaptation face aux contraintes du déplacement. Cette implication économique participe également à une transformation progressive des rapports sociaux de sexe au sein des familles, en favorisant une plus grande autonomie des femmes dans la prise en charge des ménages. Toutefois, leur processus de résilience demeure limité par un environnement social et économique marqué par la précarité, l'instabilité des revenus et diverses formes de vulnérabilité. L'étude met en évidence le rôle actif des femmes déplacées internes dans la survie et la résilience de leurs ménages, malgré les contraintes structurelles auxquelles elles restent confrontées.

Mots – clés : Conflictualité armée, Femmes déplacées internes, stratégies de survie, résilience

Abstract

This study examines the survival and resilience strategies developed by internally displaced women in Goma in response to the social and economic difficulties associated with forced displacement. The findings show that these women do not merely depend on humanitarian assistance; rather, they mobilize their skills, previous experiences, social networks, and physical strength to engage in various income generating activities. These activities include small – scale trade, domestic work, service provision, urban begging and, for some women, prostitution. Although these activities are often precarious and poorly paid, they contribute to meeting the basic needs of households and strengthen women's capacity to adapt to the constraints associated with displacement. Their economic involvement also contributes to a gradual transformation of gender relations within households by enhancing women's autonomy and their participation in household support. However, their resilience remains constrained by a difficult social and economic environment characterized by precarious employment, unstable incomes, and various forms of vulnerability. The study therefore highlights the active role of internally displaced women in ensuring household survival and resilience, despite the structural constraints they continue to face.

Keywords: Armed conflictuality, Internally displaced women, survival strategies, resilience.

Introduction

L'Est de la République Démocratique du Congo fait face depuis plusieurs années à une détérioration de la sécurité humaine, politique et humanitaire, plus particulièrement dans la Province du Nord – Kivu. Les affrontements opposant le mouvement AFC/M23

aux Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), ainsi que l'implication de groupes d'autodéfense dits Wazalendo, ont entraîné une multiplication des violences et une instabilité dans plusieurs villages. Depuis la fin de l'année 2022, les offensives du Mouvement AFC/M23 ont conduit

à l'occupation de plusieurs entités, accentuant les tensions et provoquant de nouveaux déplacements des populations. Cette situation a occasionné des pertes en vies humaines, des violations des droits de l'homme, la destruction des infrastructures socio – économiques et une dégradation des conditions de vie des populations.

La crise sécuritaire a particulièrement affecté les populations civiles contraintes d'abandonner leurs milieux de vie et de se réfugier dans des sites de déplacés ou au sein des familles d'accueil. Ces déplacements répétés ont exposé les ménages à une vulnérabilité accrue, caractérisée notamment par un accès limité aux soins de santé, à l'éducation, à l'eau potable, à la nourriture et aux autres ressources essentielles. Certaines populations ont connu plusieurs cycles de déplacement, les plongeant dans une situation d'errance et de dépendance prolongée à l'aide humanitaire¹.

A la fin de l'année 2024 et au début de janvier 2025, l'intensification des affrontements liés à la crise de l'AFC/M23 a provoqué un nouvel afflux massif de populations déplacées vers la ville de Goma, chef-lieu de la Province du Nord – Kivu. Cette arrivée exceptionnelle a entraîné une forte pression sur les sites de déplacés ainsi que sur les lieux de culte, écoles, hôpitaux et familles d'accueil. Au cours de ces déplacements, de nouveaux civils ont perdu leurs biens et leurs moyens de subsistance, tandis que les violences ont favorisé les cas d'enlèvement, les pertes en vies humaines, les violences humanitaires et la destruction des infrastructures de base.

Au 20 janvier 2025, la situation des personnes déplacées internes dans l'Est de la République Démocratique du Congo s'était considérablement aggravée en raison de l'intensification des affrontements autour de Goma. Selon les données du Cluster CCCM en RDC, les sites gérés ou par le mécanisme CCCM au Nord – Kivu regroupaient 270 686 personnes déplacées internes réparties dans 67 sites. Dans la ville de Goma, les données disponibles font état de 44 884 personnes déplacées recensées

dans les sites, centres collectifs et autres lieux de déplacement.² Ces chiffres témoignent de l'ampleur des déplacements et de la pression exercée sur les mécanismes d'assistance humanitaire.

Face à cette situation, le Gouvernement congolais, avec l'appui des organisations humanitaires, a mis en place différentes réponses destinées à répondre aux besoins des populations déplacées. Toutefois, l'ampleur et la prolongation de la crise rendent ces interventions insuffisantes au regard de l'augmentation continue des besoins. Les efforts de mobilisation des ressources aux niveaux international, national, communautaire et familial s'affaiblissent progressivement, obligeant les ménages déplacés à développer des stratégies alternatives pour assurer leur survie et faire face aux difficultés quotidiennes.

Dans ce contexte, les femmes occupent une place particulière. Elles figurent parmi les catégories les plus affectées par ces déplacements, notamment en raison de la disparition, du décès, de la fuite et de l'exil de nombreux hommes. La crise a ainsi entraîné une redistribution des rôles sociaux au sein des familles. Les femmes ont progressivement assumé des responsabilités qui leur incombaient moins auparavant, aussi bien dans la prise en charge des ménages que dans la vie communautaire. Malgré leurs conditions de vie difficiles, elles développent diverses initiatives pour répondre aux besoins essentiels de leurs familles et renforcer leur capacité à faire face aux effets de la crise. Elles apparaissent ainsi comme des actrices importantes de la survie et de la résilience des ménages déplacés³.

Dès lors, au regard de l'insuffisance de l'aide humanitaire et de la persistance des déplacements, il devient pertinent d'analyser les stratégies déployées par les femmes déplacées internes pour assurer la survie et renforcer la résilience de leurs ménages à Goma. L'étude cherche ainsi à comprendre les différentes ressources, activités, initiatives et mécanismes mobilisés par ces femmes dans un contexte marqué par la précarité et l'incertitude.

¹ Kasereka Kabaya Albanz, « Problématique de la mise en œuvre des solutions durables aux déplacements internes des populations en République Démocratique Du Congo. Etat des lieux, défis et perspectives en Province du Nord-Kivu. » *Journal of Humanities and Social Science (IOSR-JHSS)*. vol. 23 no. 09, 2018, pp. 60-70.

² Commission Nationale pour les Réfugiés, Secrétariat Permanent/Antenne de Goma, Administration et gestion des

sites, Rapport intérimaire, situation des sites au 20 janvier 2025.

³ OXFAM, En pratique : la justice de genre dans le développement résilient, partage des leçons tirées des programmes implémentés en Afrique, Asie du Sud et Amérique centrale, OXFORD, 2018.

La mendicité urbaine des femmes et filles déplacées à Goma : une stratégie de survie face à la précarité socio – économique

La persistance des conflits armés dans l'Est de la République Démocratique du Congo a engendré d'importants mouvements de populations vers les centres urbains considérés comme relativement sécurisés. La ville de Goma, en raison de sa position stratégique et de sa relative stabilité sécuritaire, accueille depuis plusieurs années des milliers de personnes déplacées internes provenant principalement des territoires de Rutshuru, Masisi, Nyiragongo et Lubero. Parmi ces populations figurent de nombreuses femmes qui, après avoir perdu leurs biens, leurs terres agricoles et leurs sources de revenus, se trouvent confrontées à des conditions de vie particulièrement précaires.

La présence croissante de femmes sollicitant l'assistance des passants dans les marchés, les carrefours, les lieux de culte et d'autres espaces publics de Goma témoigne de la vulnérabilité socio – économique qui caractérise une partie importante de cette population. Cette situation est davantage aggravée par le fait que plusieurs de ces femmes assument seules la responsabilité et leurs ménages à la suite de la disparition, de la séparation ou du décès de leurs conjoints dans les zones de conflit. La mendicité devient alors un mécanisme permettant de satisfaire les besoins essentiels tels que l'alimentation, les soins de santé ou la scolarisation des enfants.

Une femme déplacée rencontrée dans un espace public de Goma explique :

« Je viens ici parce que je n'ai pas d'autre travail. Chaque matin, je quitte le site pour chercher quelque chose auprès des passants. Avec l'argent que je reçois, j'achète surtout la nourriture pour les enfants⁴ ».

Une autre enquêtée précise :

« Avant la guerre, je cultivais et je pouvais nourrir ma famille. Ici, je n'ai plus de champ. Je demande aux gens de m'aider parce que je dois quand même faire vivre mes enfants⁵ ».

Dans ce contexte, la mendicité urbaine apparaît comme l'une des stratégies de survie adaptées par

certaines femmes déplacées internes. Loin d'être un simple comportement individuel ou un choix volontaire, cette pratique résulte souvent d'un ensemble de contraintes structurelles liées à la pauvreté, à l'exclusion économique, à l'insuffisance des mécanismes de protection sociale et à la faiblesse des opportunités d'insertion professionnelle

Une enquêtée raconte :

« Si je trouvais un petit travail, même avec un petit salaire, je ne viendrais pas demander de l'argent dans la rue. Ce n'est pas facile de rester toute la journée à demander aux gens. Mais quand tu n'as rien à donner à manger aux enfants, tu es obligée de chercher une solution⁶ ».

La présence de femmes déplacées dans les espaces publics de Goma traduit ainsi les difficultés auxquelles elles sont confrontées pour accéder aux moyens de subsistance. La mendicité devient, dans certains cas, une réponse immédiate aux besoins du ménage plutôt qu'une activité choisie.

Une autre participante à l'enquête indique :

« L'argent que je reçois ne suffit pas, mais cela m'aide au moins à acheter la farine, des légumes ou payer quelque chose pour les enfants. Si je reste à la maison sans rien faire, qui va nous aider ?⁷ »

Au-delà de sa dimension économique, la mendicité urbaine soulève également des enjeux sociaux et politiques importants. Sur le plan social, elle expose les femmes déplacées à des diverses formes de stigmatisation, de marginalisation et de dépendance. Sur le plan politique, elle interroge l'efficacité des politiques publiques de prise en charge des personnes déplacées ainsi que la capacité des institutions étatiques et humanitaires à répondre durablement aux besoins des populations affectées par les conflits.

Une femme interrogée exprime le sentiment de dépendance qui accompagne cette situation :

« Quand tu demandes aux gens, tu ne sais jamais ce qu'ils vont te donner. Aujourd'hui, tu peux recevoir quelque chose, demain tu peux rentrer sans rien. Nous souhaitons avoir des activités qui peuvent nous permettre de gagner notre vie nous – mêmes. »

Par ailleurs, la mendicité des femmes et filles déplacées internes révèle les transformations que connaissent les espaces urbains en situation de crise humanitaire prolongée. La ville de Goma devient

⁴ Femme déplacée interne, 35 ans, Goma, enquête de terrain, janvier 2025.

⁵ Femme déplacée interne, 39 ans, Goma, enquête de terrain, janvier 2025.

⁶ Femme déplacée interne, 50 ans, Goma, enquête de terrain, janvier 2025.

⁷ Femme déplacée interne, 45 ans, Goma, enquête de terrain, janvier 2025.

progressivement un espace où coexistent des populations aux statuts socio – économiques très différenciés, générant de nouvelles formes d'inégalités et de vulnérabilités. Dans ce contexte, la mendicité ne constitue pas seulement une réponse à des difficultés individuelles, mais également une manifestation visible des effets sociaux des déplacements forcés et de la fragilité des mécanismes de gouvernance urbaine.

Ainsi, les propos recueillis permettent de comprendre que, derrière la pratique de la mendicité, se trouvent des trajectoires marquées par la perte des moyens d'existence, la responsabilité familiale et l'absence d'opportunités économiques. Elle constitue pour certaines femmes une stratégie de survie à court terme, mais ne garantit pas une véritable autonomie économique ni une sortie durable de la précarité.

La prostitution comme stratégie de survie des femmes déplacées internes à Goma

L'installation des femmes et filles déplacées dans les quartiers périphériques de Goma ou dans les sites de déplacement s'accompagne souvent d'une dégradation significative de leurs conditions de vie. La majorité d'entre elles arrivent en milieu urbain sans ressources financières, sans emploi stable et sans perspectives immédiates d'insertion économique. Cette situation de précarité est davantage aggravée par les responsabilités familiales qu'elles assument, notamment la prise en charge des enfants et des autres membres du ménage. Dans un contexte marqué par la rareté des opportunités économiques et l'insuffisance de l'assistance humanitaire, certaines femmes développent diverses stratégies de survie destinées à satisfaire leurs besoins fondamentaux.

Une enquêtée explique les difficultés rencontrées à son arrivée à Goma :

« Quand nous sommes arrivées ici, nous avons quitté nos champs et notre maison. Je n'avais plus de travail et je devais m'occuper de mes enfants. L'aide que nous recevions ne suffisait pas pour tous les besoins de la famille. Il fallait donc trouver une autre manière de vivre⁸. »

Parmi ces stratégies figure le recours à la prostitution de survie, un phénomène de plus en plus observé

dans les contextes de déplacement forcé et de crise humanitaire prolongée. Contrairement à une perception qui réduirait cette pratique à un choix individuel, plusieurs études montrent qu'elle constitue souvent une réponse à des contraintes socio – économiques extrêmes. Pour certaines femmes et filles déplacées internes à Goma, l'échange de services sexuels contre de l'argent, de la nourriture, un logement ou d'autres formes d'assistance représente parfois l'unique moyen de subvenir aux besoins essentiels de leur famille.

Une participante à l'enquête décrit ainsi sa situation : *« Je ne fais pas cela parce que je le veux. Quand tu as des enfants qui te demandent à manger et que tu n'as rien, tu cherches ce que tu peux faire. C'est une situation difficile, mais il faut parfois trouver de quoi survivre⁹. »*

Une autre femme rapporte :

« Il y a des moments où je n'avais même pas de quoi acheter la nourriture. Certaines personnes proposaient de nous aider en échange de relations sexuelles. Quand tu es dans une situation difficile, tu peux être amenée à accepter malgré toi¹⁰. »

La prostitution de survie doit ainsi être analysée comme le produit d'un ensemble des facteurs structurels tels que la pauvreté, le chômage, les inégalités de genre, l'absence, de mécanismes efficaces de protection sociale et les conséquences des conflits armés. Dans le contexte de Goma, ce phénomène s'inscrit dans une dynamique plus large de vulnérabilisation des femmes déplacées, confrontées à l'exclusion économique et à la faiblesse des dispositifs institutionnels de prise en charge.

Une enquêtée résume cette réalité en ces termes :

« Si j'avais un travail qui pouvait me donner assez d'argent, je ne serais pas arrivée à cette situation. Le problème, c'est que nous sommes déplacées et que nous n'avons plus nos moyens de vivre comme avant¹¹. »

Au-delà de ses dimensions, cette pratique soulève également des enjeux sanitaires, sociaux et sécuritaires majeurs. Les femmes concernées sont exposées à des risques accrus de violences sexuelles, d'exploitation, de stigmatisation sociale, de grossesses non désirées et d'infections sexuellement

⁸ Fille déplacée interne, 17 ans, Goma, enquête de terrain, janvier 2025.

⁹ Femme déplacée interne, 27 ans, Goma, enquête de terrain, janvier 2025.

¹⁰ Femme déplacée interne, 30 ans, Goma, enquête de terrain, janvier 2025.

¹¹ Fille déplacée interne, 20 ans, Goma, enquête de terrain, janvier 2025.

transmissibles. Elles évoluent souvent dans un environnement caractérisé par des rapports de pouvoir inégalitaires qui limitent leur capacité à négocier leurs conditions de sécurité et de protection. Une jeune femme interrogée témoigne :

« *Certaines personnes nous considèrent comme des femmes sans valeur parce que nous sommes dans cette situation. Elles oublient que nous avons aussi été victimes de la guerre et que nous cherchons seulement à survivre*¹² ».

Résilience par l'exploitation des opportunités économiques dans les rues de Goma

Les femmes déplacées internes en raison des crises sécuritaires ou des catastrophes naturelles mobilisent diverses stratégies pour faire face aux situations difficiles et reconstruire leur vie¹³. De leurs villages d'origine à leurs lieux d'accueil, les trajectoires de vie des femmes déplacées internes, qu'elles aient trouvé refuge en milieu urbain ou rural, témoignent d'une volonté de survie et de prise en charge de leurs familles. En effet, confrontées à l'accès limité aux mécanismes institutionnels de soutien, à l'affaiblissement progressif des réseaux de solidarité et à la persistance de l'insécurité, elles investissent progressivement la sphère économique à travers différentes activités, notamment le petit commerce, les prestations de services, les travaux domestiques, la mendicité urbaine, la prostitution et l'apprentissage de métiers.

Les données recueillies auprès des femmes déplacées internes à Goma montrent que l'insertion dans les petites activités économiques constitue l'une des principales stratégies mobilisées pour répondre aux besoins quotidiens des ménages. Une enquêtée explique :

« Depuis que nous sommes arrivées à Goma, nous ne pouvons pas seulement attendre l'aide. Quand il n'y a rien à manger, je prends quelques produits et je vais vendre dans la rue. Même si je gagne seulement un peu, cela permet d'acheter la nourriture pour les enfants¹⁴. »

Dans leur milieu de vie antérieur, une partie de ces femmes était déjà engagée dans les activités agricoles

et le petit commerce. Elles disposent ainsi d'un capital d'expériences qu'elles réinvestissent dans le milieu d'accueil. Le petit commerce apparaît notamment comme une activité accessible, ne nécessitant pas toujours un capital important. Il porte principalement sur la vente de légumes, de produits alimentaires et de petits repas tels que le « *Chapati, ndazi, kau – kau, mandale, lutuku et kasiki* ». Certaines enquêtées déclarent également commercialiser d'autres produits, notamment le chanvre et le Zolo – Zolo, en fonction des opportunités rencontrées dans leur environnement.

Une autre enquêtée témoigne de la manière dont elle utilise une petite activité commerciale pour répondre aux besoins de son ménage :

« *Avant la guerre, je faisais déjà le petit commerce dans notre village. Ici, j'ai commencé avec quelques légumes. Je vends le matin et, avec le bénéfice, j'achète la farine, le savon ou les habits pour mes enfants. Ce n'est pas beaucoup d'argent, mais c'est ce qui nous permet de tenir*¹⁵. »

La production et la commercialisation du savon constituent également une activité développée par certaines femmes déplacées. Cette production peut être individuelle ou collective. Dans ce dernier cas, les femmes mettent en commun leurs ressources afin d'acquérir le matériel nécessaire à la fabrication, à la commercialisation et à la redistribution des revenus. Les produits fabriqués sont vendus aussi bien aux autres personnes déplacées sur les sites que dans certains espaces commerciaux de Goma. Au – delà du revenu obtenu, cette activité permet aux femmes de satisfaire leurs propres besoins en produits d'hygiène ainsi que ceux de leurs familles.

L'organisation en groupes de production constitue à cet égard une autre dimension de leur stratégie de résilience. Ces groupements, souvent constitués sous la forme de coopératives informelles, permettent aux femmes de mutualiser leurs moyens, de partager les connaissances et de supporter collectivement la pénibilité du travail. Une participante à l'enquête précise :

« *Quand nous sommes seules, il est difficile de commencer une activité parce que nous n'avons pas*

¹² Femme déplacée interne, 25 ans, Goma, enquête de terrain, janvier 2025.

¹³ JACOBS Carolien et ETZOLD Benjamin, Connectivité et mobilité des personnes déplacées dans la province du Sud-

Kivu, RDC : approche configurationnelle appliquée, *article inédit*, 2020, pp.18-43.

¹⁴ Femme déplacée interne, 34 ans, Goma, enquête de terrain, janvier 2025.

¹⁵ Femme déplacée interne, 41 ans, Goma, enquête de terrain, janvier 2025.

assez de moyens. Nous avons donc décidé de travailler ensemble. Chacune apporte quelque chose et nous produisons ensemble. Après la vente, nous partageons ce que nous avons gagné¹⁶. »

Ces activités économiques sont parfois rendues possibles grâce aux appuis ponctuels apportés par les acteurs humanitaires et les organisations d'accompagnement.

Toutefois, lorsque ces appuis deviennent insuffisants ou prennent fin, les femmes sont contraintes de rechercher elles – mêmes d'autres possibilités de revenus. La résilience ne se limite donc pas à la réception d'une assistance extérieure ; elle se manifeste également par la capacité à identifier et à exploiter les opportunités économiques disponibles dans le milieu urbain.

Les travaux domestiques comme stratégie de survie

La majorité des femmes déplacées internes enquêtées présentent un faible niveau de scolarisation et disposent rarement d'une qualification professionnelle formelle. Dans ces conditions, leur force de travail constitue l'un des principaux atouts mobilisables pour accéder au marché du travail local. Elles s'orientent ainsi vers des activités qui ne nécessitent ni capita financier important ni qualification professionnelle spécifique.

Les prestations de services occupent une place importante parmi ces stratégies. Elles consistent essentiellement à mettre leur force physique et leurs savoir – faire au service de particuliers ou de personnes morales, notamment dans les domiciles privés, les hôtels, les restaurants et certains espaces professionnels. Les activités exercées comprennent principalement la lessive, le nettoyage, la cuisine, l'aide – ménagère, l'aide aux commerçants, l'assistance dans les restaurants et divers travaux domestiques.

Une enquêtée décrit ainsi son quotidien :

« Certaines journées, je me réveille très tôt et je vais de maison en maison pour demander s'il y a un travail à faire. Je peux laver les habits, nettoyer la

maison ou aider à préparer la nourriture. Je fais cela parce que mes enfants doivent manger¹⁷. »

Cette recherche quotidienne d'opportunités est confirmée par le témoignage d'une habitante du quartier Himbi/Goma qui rapporte :

« Les femmes déplacées viennent parfois frapper à notre porte pour demander du travail. Lorsqu'il y a quelque chose à faire, nous leur confions certaines tâches et nous leur donnons quelque chose en échange¹⁸. »

Les prestations sont généralement rémunérées à la tâche, à la journée ou, plus rarement, au mois. Selon les témoignages recueillis, les revenus journaliers peuvent varier entre 2 000 francs congolais et 5 dollars américains, tandis que certaines prestations mensuelles peuvent rapporter entre 20 et 30 dollars américains. Pour accéder à ces opportunités, les femmes adoptent une démarche de recherche active, consistant notamment à se déplacer de domicile en domicile.

Une femme déplacée explique :

« Nous sortons le matin et nous passons dans les parcelles pour demander s'il n'y a pas de « kilaka¹⁹ ». Nous demandons : manguo ya kufula, kushota maji²⁰ ou tout autre travail. Si quelqu'un nous donne quelque chose à faire, nous acceptons parce que nous avons besoin d'argent²¹. »

La rémunération n'est toutefois pas toujours monétaire. Dans certaines situations, elle prend la forme d'une rémunération en nature : céréales, nourriture, vêtements usagés ou autres biens de première nécessité. Cette pratique peut être rapprochée de la logique du don et du contre – don développée par Marcel Mauss²², dans la mesure où un service rendu donne lieu à une contrepartie, sans qu'une rémunération monétaire ait nécessairement été fixée au préalable.

L'accès à ces emplois demeure cependant difficile en raison du déséquilibre entre une offre limitée et une demande importante. Les employeurs manifestent également certaines préférences, notamment en faveur des jeunes filles célibataires, considérées comme plus disponibles pour les travaux

¹⁶ Femme déplacée interne, 38 ans, Goma, enquête de terrain, janvier 2025.

¹⁷ Femme déplacée interne, 28 ans, Goma, enquête de terrain, janvier 2025.

¹⁸ Habitante de Goma, quartier Himbi, enquête de terrain, janvier 2025.

¹⁹ Traduction : Kilaka veut dire travail.

²⁰ Traduction : Laver les habits, puiser de l'eau.

²¹ Femme déplacée interne, Goma, enquête de terrain, janvier 2025.

²² Mauss Marcel, *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*. 2^e éd. Paris, Presses Universitaires de France, 2012, p.252.

domestiques. Les femmes mariées sont confrontées à des contraintes supplémentaires liées à la prise en charge des enfants et des autres membres du ménage. Malgré ces difficultés, les femmes déplacées acceptent souvent des emplois qu'elles n'auraient pas nécessairement exercés dans leur milieu d'origine. Le travail domestique rémunéré constitue ainsi, pour certaines d'entre elles, une expérience nouvelle.

Les données de terrain montrent surtout que cette mobilisation du travail domestique traduit une volonté de ne pas rester passives face à la précarité. Une enquêtée résume cette situation en ces termes : « Ce travail n'est pas facile et parfois les gens nous donnent très peu. Mais quand tu as des enfants qui te demandent à manger, tu ne peux pas rester à la maison. Tu dois chercher quelque chose, même si c'est difficile. Je préfère travailler toute la journée et ramener quelque chose à mes enfants plutôt que de les garder souffrir²³. »

Ainsi, les travaux domestiques constituent non seulement une source de revenus, mais également une stratégie de résilience familiale. À travers ces activités, les femmes déplacées internes transforment leurs compétences, leur temps et leur force de travail en ressources économiques. Elles acceptent parfois de franchir certaines barrières sociales et culturelles associées au travail domestique rémunéré afin de préserver la survie de leurs ménages. Leur engagement économique apparaît dès lors comme une réponse concrète à l'insuffisance de l'assistance humanitaire et comme une manifestation de leur capacité d'adaptation dans un environnement urbain marqué par la précarité.

L'apprentissage aux métiers

S'engager dans l'apprentissage de connaissances et de capacités nouvelles est déterminant pour toute personne qui aspire à parcourir résilient²⁴. Pour réussir leur insertion économique, les femmes déplacées internes ont entrepris d'exercer des métiers qui leur permettent de s'assurer des revenus en se formant. Dans la ville de Goma, les ONGs et les

associations à caractère humanitaire, les églises mais aussi des femmes déplacées internes sans un soutien quelconque, ont misé sur cette stratégie pour permettre aux femmes d'avoir des sources de revenus et sortir de la pauvreté.

Une femme déplacée rencontrée dans un site de déplacement explique :

« Quand je suis arrivée ici, je n'avais rien à faire et je ne connaissais personne. On nous a proposé d'apprendre la coiffure. J'ai accepté parce que je savais que, même avec peu de moyens, je pouvais commencer à travailler pour nourrir mes enfants²⁵. »

Une autre enquêtée souligne l'importance de la formation dans son processus d'autonomie : *« Avant, je dépendais seulement de ce que les gens pouvaient me donner. Après la formation, j'ai commencé à coiffer les femmes du quartier. Ce que je gagne n'est pas beaucoup, mais au moins je peux acheter quelque chose pour mes enfants²⁶. »*

La coiffure est une des options privilégiées choisies par les femmes en raison de son accessibilité et du fait qu'elles avaient déjà un savoir – faire en la matière. D'autres ont choisi de se former en restauration, en couture, etc. dans des métiers traditionnellement réservés aux femmes. Une participante à l'enquête témoigne :

« Chez nous, je faisais déjà un peu de couture, mais je ne maîtrisais pas bien le métier. Ici, j'ai trouvé une formation qui m'a permis d'améliorer ce que je savais déjà. Aujourd'hui, je peux coudre quelques vêtements et avoir un peu d'argent²⁷. »

Cependant, outre les métiers dit féminins, les femmes déplacées internes vont à l'assaut des métiers dit masculin avec le soutien des acteurs humanitaires : Ainsi se sont formés en esthétique, en maçonnerie, savonnerie, en production de briques, en fabrication de grillage, la plomberie, conduite de véhicule etc. Ces activités permettent aux femmes de décrocher des emplois énumérés à défaut de s'installer à leurs propres comptes. Ces formations ont été dispensées par les acteurs humanitaires sur demande des femmes déplacées internes.

²³ Femme déplacée interne, 40 ans, Goma, enquête de terrain, janvier 2025.

²⁴ DUPOUY Joanna et CARRÉ Philippe, Apprenance et pratiques apprenantes : facteurs de résilience ? Le cas de femmes ayant été victimes de violences sexuelles, TransFormations – Recherches en Éducation et Formation des Adultes, 2021/1 (n°21)

²⁵ Femme déplacée interne, 30 ans, Goma, enquête de terrain, janvier 2025.

²⁶ Femme déplacée interne, 37 ans, Goma, enquête de terrain, janvier 2025.

²⁷ Femme déplacée interne, 25 ans, Goma, enquête de terrain, janvier 2025.

Une jeune femme ayant suivi une formation dans un métier considéré comme masculin rapporte :

« Au début, certaines personnes se moquaient de moi parce que j'avais choisi la maçonnerie. On disait que c'était un travail d'hommes. Mais j'ai continué parce que je voulais apprendre quelque chose qui pouvait me permettre de travailler. Aujourd'hui, je suis capable de faire certains travaux comme les hommes²⁸ ».

Une autre enquêtée ayant bénéficié d'une formation en plomberie affirme :

« Nous avons demandé aux responsables de nous donner aussi des formations qui ne sont pas seulement réservées aux femmes. Nous voulons apprendre des métiers qui peuvent nous donner du travail. Pour moi, apprendre la plomberie était une occasion de ne plus dépendre uniquement de l'aide²⁹. »

Ces témoignages montrent que l'apprentissage aux métiers constitue pour les femmes déplacées internes non seulement un stratégie d'insertion économique, mais également un moyen de renforcer leurs capacités d'action dans un contexte marqué par la précarité. La formation professionnelle apparaît ainsi comme une source permettant à certaines femmes de transformer leurs compétences en moyens de subsistance et de contribuer davantage à la prise en charge de leurs ménages.

Conclusion

Il ressort de notre enquête que les femmes déplacées internes à Goma ne se limitaient pas à dépendre de l'aide humanitaire ou de l'assistance des personnes de bonne volonté. Confrontées aux conditions particulièrement difficiles de leur déplacement, elles ont investi différents secteurs d'activités accessibles afin de générer des revenus et d'assurer la prise en charge de leurs familles. Pour y parvenir, elles ont mobilisé les savoir – faire acquis dans leurs milieux d'origine, leurs expériences antérieures ainsi que leurs capacités physiques.

Dans cette dynamique, certaines femmes ont notamment valorisé leur expérience dans les travaux domestiques pour accéder à des emplois salariés, souvent précaires et faiblement rémunérés, mais néanmoins essentiels à la survie de leurs ménages. D'autres ont mis à profit les compétences acquises dans le petit commerce, généralement exercé durant

les périodes creuses de l'année dans leurs milieux d'origine. Les réseaux de connaissances et de relations sociales dont elles disposaient à Goma ont également constitué une source importante leur permettant de s'insérer dans le commerce de produits divers et de développer des activités génératrices de revenus.

Pour celles qui ne disposaient ni d'une qualification professionnelle particulière ni d'une maîtrise suffisante d'un métier, la force physique constituait un capital mobilisable pour faire face aux nécessités quotidiennes. Cette situation a conduit certaines d'entre elles à exercer des activités telles que la mendicité urbaine, la prostitution, le petit commerce, le travail domestique ou encore la prestation de divers services. Ces différentes formes d'activités témoignent de la diversité des stratégies déployées par les femmes déplacées internes pour faire face aux contraintes économiques et sociales liées au déplacement.

Ainsi, loin d'être uniquement des bénéficiaires passives de l'assistance humanitaire, les femmes déplacées internes à Goma apparaissent comme des actrices de leur propre survie et celle de leurs ménages. Les revenus tirés de ces activités leur permettent non seulement de répondre, même partiellement, aux besoins essentiels de leurs familles, mais également de participer à la résilience économique et sociale des ménages. Leur implication dans les activités économiques contribue, par ailleurs, à modifier progressivement les rapports sociaux de sexe au sein de la famille, en renforçant leur capacité à participer à la prise en charge du ménage et à disposer d'une certaine autonomie économique.

La diversité de ces activités traduit donc une volonté manifeste des femmes déplacées de ne pas rester dans une situation de dépendance, mais de mobiliser les ressources dont elles disposent afin de construire leurs moyens d'existence. Leur engagement dans cette quête d'autonomie constitue une forme de résilience face aux effets du déplacement forcé. Toutefois, cette dynamique demeure confrontée à un environnement social et économique particulièrement contraignant, marqué notamment par la précarité des emplois, la faiblesse des revenus, l'instabilité des activités et les multiples vulnérabilités auxquelles ces femmes sont exposées.

²⁸ Femme déplacée interne, 25 ans, Goma, enquête de terrain, janvier 2025.

²⁹ Femme déplacée interne, 28 ans, Goma, enquête de terrain, janvier 2025.

La résilience des femmes déplacées internes à Goma apparait dès lors comme un processus à la fois individuel et familial, mais également comme une réponse collective aux contraintes structurelles qui caractérisent leur condition de déplacement.

Bibliographie

- ✓ Commission Nationale pour les Réfugiés, Secrétariat Permanent/Antenne de Goma, Administration et gestion des sites, Rapport intérimaire, situation des sites au 20 janvier 2025.
- ✓ Dupouy Joanna et Carré Philippe, Apprenance et pratiques apprenantes : facteurs de résilience ? Le cas de femmes ayant été victimes de violences sexuelles, TransFormations – Recherches en Éducation et Formation des Adultes, 2021/1 (n°21).
- ✓ Jacobs Carolien et Etzold Benjamin, Connectivité et mobilité des personnes déplacées dans la province du Sud-Kivu, RDC : approche configurationnelle appliquée, *article inédit*, 2020, pp.18-43.
- ✓ Kasereka Kabaya Albanz, « Problématique de la mise en œuvre des solutions durables aux déplacements internes des populations en République Démocratique Du Congo. Etat des lieux, défis et perspectives en Province du Nord-Kivu. » *Journal of Humanities and Social Science (IOSR-JHSS)*. vol. 23 no. 09, 2018, pp. 60-70.
- ✓ Mauss Marcel, *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*. 2^e éd. Paris, Presses Universitaires de France, 2012.
- ✓ OXFAM, En pratique : la justice de genre dans le développement résilient, partage des leçons tirées des programmes implémentés en Afrique, Asie du Sud et Amérique centrale, OXFORD, 2018.